

Paraît à l'adresse au bureau  
des affaires européennes.

Paris. 12 fr. PAR AN.  
Payable par trimestre et  
à l'avance.

# LE MESSENGER

Annouces : 1 fr. la ligne,  
caractères 9 points (pet. rom)  
AU COMPTANT.  
S'adresser au bureau des  
affaires européennes.

DE TAHITI.

## PARTIS OFFICIELS

Reçu de 6 fr.

Jeudi, 4 du courant, l'avis a vappé l'attention à quitter  
la rade de Papeete pour se rendre à Anaa (Pouébo).

M. le Comte Pouget, Commandant Impérial p. i. accom-  
pagné de MM. le capitaine Tricot, commandant l'infanterie  
de marine stationnée à Tahiti, Girard, commis de marine  
et Ormond, interlope du gouvernement, a pris passage  
à son bord pour la même destination.

## AVIS OFFICIEL.

SUBSTANCES DE LA MARINE.

Il sera procédé le 20 janvier 1888, heure de midi,  
dans le cabinet de l'Ordonnateur, à Papeete, à l'adjudica-  
tion publique, au rabais et sur soumissions cachetées, de  
la fourniture, pendant le 2<sup>e</sup> 6<sup>me</sup> 1888 et les années, 1889,  
1890 et 1891, des denrées ci-après énumérées,  
Savoir :

NOMENCLATURE.	ESPECES DES UNITÉS.	QUANTI- TÉS RE- CENSEES POUR L'ANNEE.
Farine de blé ou des États-Unis.	le kil.	222,000
Biscuit . . . . .	do	100,000
Haricots . . . . .	do	70,000
Ric de l'Inde . . . . .	do	12,000
Ric Caroline . . . . .	do	6,000
Sucre brut . . . . .	do	20,000
Sucre blanc . . . . .	do	500
Café . . . . .	do	12,000
Achards . . . . .	do	2,000
Charcoal . . . . .	do	75
Vermicelle . . . . .	do	100

Le cahier des charges relatif à cette fourniture est  
déposé.

Au bureau des substances, à Papeete et à la  
chancellerie des consulats de France, à Valparaiso, à San-  
Francisco et à Sydney ou les personnes qui voudront sou-  
missionner pourront en prendre connaissance.

Les soumissionnaires devront assister ou se faire  
représenter à l'adjudication.

Papeete, le 31 mai 1887.

## AVIS OFFICIEL.

Les monnaies de cuivre démonétisées aux colonies,  
par le décret impérial du 12 janvier 1857, sont :

Les pièces d'un franc et de deux francs.

Les pièces d'un, de cinq et de dix centimes.

Sont conservées dans la circulation, les pièces de 5 et  
de 10 centimes qui ont été fabriquées spécialement pour  
les colonies, et dont suit la description.

Effigie de Louis Philippe 1<sup>er</sup>, tournée à gauche.

Obv.

Légende : Louis Philippe 1<sup>er</sup> - Roi des français.  
Une couronne d'olivier au centre de laquelle est  
inscrite la valeur de la pièce.

Revers.

En exergue : Colonies françaises. La lettre mo-  
nétaire A et le m. 1<sup>er</sup> de la fabrication.

Pendant deux mois à partir de ce jour, les pièces  
démonétisées seront reçues par le Trésorier payeur des  
Établissements, à Papeete, en échange de monnaies d'or et  
d'argent, ou en paiement de sommes dues à la caisse  
coloniale.

Papeete, le 31 Mai 1887

L'Ordonnateur  
Robert de Rougemont.

## Arrêté

du ministre secrétaire d'État de la guerre, portant  
nouvelle fixation des allocations attribuées aux rengage-  
ments et aux engagements volontaires après libéra-  
tion du service.

Le maréchal de France, ministre secrétaire d'État de la  
guerre :

Vu l'art. 14 de la loi du 26 avril 1835, sur la dotation  
de l'armée, ainsi conçu :

« Sur la proposition de la commission supérieure, un ar-  
rêté du ministre de la guerre peut augmenter les allocations  
fixées par l'art. 12, à l'exception de la haute paye ; »

Vu la délibération prise par la commission supérieure de  
la dotation, le 6 janvier 1857, en exécution des articles  
précités.

Arrêté :

Art. 1<sup>er</sup>. Les rengagements de sept ans donneront droit :  
1<sup>o</sup> A une somme de 1,300 fr. dont 200 fr. payables au  
moment du rengagement ou de l'incorporation ; 200 fr.  
soit à la même époque, soit pendant le cours du service,

sur l'avis du conseil d'administration du corps, et 4,000 fr.  
à la libération définitive du service.

2<sup>o</sup> A la haute paye de rengagement de 10 centimes par  
jour.

Tout rengagement contraire pour moins de sept ans don-  
nera droit, jusqu'à quatorze ans de service :

1<sup>o</sup> A une somme de 150 fr. par chaque année de rengage-  
ment, dont 25 fr. payables au moment du rengagement ou  
de l'incorporation ; 25 fr., soit à la même époque, soit  
pendant le cours du service, sur l'avis du conseil d'admini-  
stration du corps, et 100 fr. à la libération définitive ;

2<sup>o</sup> A la haute paye de rengagement de 10 centimes par  
jour.

Après quatorze ans de service, le touage s'aura droit  
qu'à la haute paye journalière de 20 centimes.

Art. 2. Les engagements volontaires après libération, qui  
seront contractés par des militaires libérés du service, de-  
puis moins d'une année, donneront, également droit aux  
avantages spécifiés à l'article précédent.

Art. 3. Le présent arrêté sera exécutoire à partir de ce  
jour.

Paris, le 6 janvier 1857.

Signé : VAILLANT.

## Arrêté

du ministre secrétaire d'État de la guerre, portant fixation  
de la prestation individuelle à payer pour l'exécution  
du service militaire en 1857.

Le maréchal de France, ministre secrétaire d'État de la  
guerre :

Vu les articles 5, 6 et 7 de la loi du 26 avril 1835, sur  
la dotation de l'armée, ainsi conçus :

« Art. 5. Les jeunes gens compris dans le contingent annuel  
obtiennent l'exonération du service au moyen de presta-  
tions versées à la caisse de la dotation, et destinées à rachat  
leur remplacement dans l'armée par la voie du rengage-  
ment d'anciens militaires ; »

« Art. 6. Le taux de la prestation individuelle est fixé,  
chaque année, sur la proposition de la commission supé-  
rieure, par un arrêté du ministre de la guerre. »

« Art. 7. Les versements des prestations à la caisse de la  
dotation doivent être effectués dans les dix jours qui sui-  
vent la clôture des opérations des conseils de révision. »

« A l'expiration de ce délai, le conseil de révision, réuni  
au chef-lieu du département, prononce les exonérations sur  
la présentation des récépissés de versement. »

Vu la délibération de la commission supérieure de la do-  
tation, en date du 6 janvier 1857.

Arrêté :

Le taux de la prestation individuelle que les jeunes gens  
compris dans le contingent de la classe 1856 auront à pa-  
yer, pour obtenir l'exonération du service militaire, est li-  
xé à la somme de 2,000 francs.

Paris, le 6 janvier 1857.

Signé : VAILLANT.

## Arrêté

du ministre secrétaire d'État de la guerre, portant nou-  
velle fixation de la prestation individuelle que les mili-  
taires sous les drapeaux auront à verser pour être ad-  
mis, s'il y a lieu, à l'exonération du service.

Le maréchal de France, ministre secrétaire d'État de la  
guerre :

Vu l'article 8 de la loi du 25 avril 1835, sur la dotation  
de l'armée, ainsi conçu :

« Les militaires sous les drapeaux peuvent être admis à  
l'exonération du service par le versement d'une prestation  
dont le taux est fixé conformément aux dispositions  
des articles 5 et 6. »

« L'exonération est prononcée, dans ce cas, par les con-  
seils d'administration des corps auxquels sont présentés  
les récépissés de versement. »

Vu la délibération prise par la commission supé-  
rieure de la dotation, le 6 janvier 1857, en exécution des  
articles précités.

Arrêté :

Art. 1<sup>er</sup>. Le taux de la prestation individuelle que  
les militaires sous les drapeaux auront à verser pour être  
admis, s'il y a lieu, à l'exonération du service militaire est  
fixé à la somme de 350 fr. pour chaque année de service  
restant à accomplir.

Art. 2. Le présent arrêté sera exécutoire à partir de ce  
jour.

Paris, le 6 janvier 1857.

Signé : VAILLANT.

## Variétés.

Suite du voyage de M. Anderson, dans les Damaras  
et le pays d'Osambo. (Voir le Messager du 17 mai.)

« Le lendemain nous allâmes à la piste, et découvri-  
mes l'endroit où il avait passé la nuit. Le zèbre n'était  
qu'une mare de sang ; les broussailles tout à l'entour avaient  
été écrasées par le poids de son corps. Mais là nous perdi-  
mes la piste. »

Archives PF-Messenger-07/06/1857